de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Le point 3 sera traité à 14h00.

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
		M. le Président souhaite un joyeux anniversaire à Mme la députée Valérie Induni. Il lit les lettres de démission du Grand Conseil des députées et député Susanne Jungclaus Delarze, Roxanne Meyer Keller, Valérie Schwaar et Guy-Philippe Bolay, prenant effet ce jour, et leur rend hommage.			
	2.	Dépôts			
		Interpellations : (19_INT_431) Philippe Vuillemin, (19_INT_432) Alexandre Berthoud.			
		Postulat : (19_POS_179) Sonya Butera.			
TRAITE	3.	(GC 123) Assermentation de trois membres de la Cour des comptes du Canton de Vaud – Législature 2020-2025			
OA	4.	(161) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'étude de CHF 5'800'000 destiné à financer les études en vue de la construction d'un nouveau Gymnase du Chablais à Aigle. (Suite des débats) (1er débat)	DFIRE.	Schwaar V.	
		(1er débat): entrée en matière acceptée par 100 oui, 0 non et 0 abstention. Art. 1 à 3 acceptés à l'unanimité. Fin du 1er débat. Une demande de 2ème débat immédiat (majorité des ¾ requise) est acceptée par 101 oui, 5 non et 2 abstentions. (2ème débat): art. 1 à 3 acceptés. Fin du 2ème débat. En vote final à la majorité absolue, le projet de décret est			
		adopté par 112 oui, 0 non et 0 abstention.			

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 1.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	5.	(125) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les affaires extérieures 2018 Le rapport du Conseil d'Etat et les conclusions du rapport de la commission chargée de son examen sont adoptées à l'unanimité.	DFIRE.	Räss E.	
OA+M	6.	(153) Exposé des motifs et projet de décret ratifiant la composition de la commission de prospective pour la période 2019 - 2022 (1er débat) (1er débat) : entrée en matière acceptée par 115 oui, 1 non et 6 abstentions. Art. 1 refusé par 35 oui, 44 non et 45 abstentions. Art. 2 (formule d'exécution) refusé par 25 oui, 39 non et 59 abstentions. Fin du 1er débat.	DFIRE.	Venizelos V.	

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 2.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	7.	(163) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 15 juin 2010 sur les péréquations intercommunales (LPIC) et Projet de décret modifiant celui du 15 juin 2010 fixant les modalités d'application de la loi sur les péréquations intercommunales (DLPIC); Répartition intercommunale de la compensation financière liée à la mise en oeuvre de la réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) et plafond de l'effort (1er débat)	DIS.	Berthoud A.	
		(1er débat): entrée en matière sur le projet de loi acceptée par 111 oui, 3 non et 1 abstention. Art. 2a accepté par 110 oui, 1 non et 11 abstentions. Art. 2 (formule d'exécution) accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat. (1er débat): entrée en matière sur le projet de décret accepté par 115 oui, 4 non et 3 abstentions. Art. 5, al. 1, amdt Buclin refusé par 5 oui, 89 non et 10 abstentions. Art. 5 non amendé accepté à une large majorité et quelques avis contraires. Art. 2 accepté à une large majorité et quelques avis contraires. Art. 3 (formule d'exécution) accepté à une large majorité et quelques avis contraires. Fin du 1er débat.			
		Une demande de 2ème débat immédiat (majorité des ¾ requise) sur la loi et le décret est acceptée par 98 oui, 6 non et 3 abstentions. (2ème débat) : loi : art. 2a et 2 acceptés. Fin du 2ème débat. En vote final, le projet de loi est adopté à une large majorité, plusieurs avis contraires et quelques abstentions. (2ème débat) : décret : art. 5, 2 et 3 acceptés. Fin du 2ème débat. En vote final, le projet de décret est adopté à une large majorité et quelques avis contraires.			

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 3.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	8.	(19_RES_038) Résolution Alexandre Berthoud et consorts - Résolution de la commission des finances en charge de l'EMPL sur les péréquations intercommunales (LPIC) et l'EMPD fixant les modalités d'application de la loi sur les péréquations intercommunales (DLPIC). (Développement et mise en discussion avec moins de 20 signatures) La résolution Alexandre Berthoud, consistant en un voeu, est soutenue par vingt député-e-s au moins. Elle est donc mise en discussion. Au vote, elle est acceptée à une large majorité et quelques abstentions. Elle est ainsi transmise au Conseil d'Etat qui a trois mois pour informer le Grand Conseil de la suite qui lui sera donnée.			
OA	9.	(150) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat: - un crédit d'investissement de CHF 19'107'000 pour financer le projet de la « Galerie souterraine du ruisseau de Broye », - un crédit d'investissement de CHF 12'323'800 pour financer le projet d' « aménagement de la Chamberonne et de l'Ile aux oiseaux ». (1er débat)	DTE.	Treboux M.	
		(1er débat): entrée en matière sur les deux projets de décret acceptée par 91 oui, 2 non et 9 abstentions. Décret 19'107'000: art. 1 à 3 acceptés à une large majorité, quelques avis contraires et plusieurs abstentions. Fin du 1er débat. Décret 12'323'000: art. 1 à 3 acceptés à une large majorité, quelques avis contraires et plusieurs abstentions. Fin du 1er débat. Une demande de 2ème débat immédiat (majorité des ¾ requise) est refusée par 57 oui, 55 non et 2 abstentions.			

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 4.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-SD	10.	(151) Exposé des motifs et projets de lois -modifiant l'article 40 de la loi vaudoise sur l'énergie du 16 mai 2006 (LVLEne) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur -le postulat Maurice Mischler et consorts « Le peuple suisse a accepté la nouvelle loi sur l'énergie, et après ? » (18_POS_089) -sur l'interpellation Vassilis Venizelos « La transition énergétique, il faut s'en donner les moyens! » (18_INT_155) (1er débat) (1er débat): entrée en matière acceptée par 109 oui, 7 non et 5 abstentions. Une motion d'ordre Venizelos demandant de passer immédiatement au vote sur l'article 40 est refusée par 53 oui, 65 non et 7 abstentions. La discussion sur l'art. 40 est interrompue en raison de la fin de la séance.	DTE.	Christen J. (Majorité), Pahud Y. (Minorité)	07/01/2020
RENV-T	11.	(152) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Yvan Pahud et consorts - Bois-énergie, comment soutenir cette énergie renouvelable	DTE.	Christen J.	07/01/2020
RENV-T	12.	(94) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 20 mai 1957 sur la profession d'agent d'affaires breveté (LPAg) (1er débat)	DIS.	Bettschart-Narbel F.	07/01/2020
RENV-T	13.	(18_INT_238) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alexandre Démétriadès et consorts - Procédures d'enquête en matière de violences policières. À cas exceptionnels, procédures exceptionnelles ?	DIS.		07/01/2020
RENV-T	14.	(18_MOT_066) Motion Yvan Luccarini et consorts - Des élus et des élues suspendus à leur rémunération !	DIS	Tschopp J.	07/01/2020
RENV-T	15.	(19_MOT_068) Motion Marc-Olivier Buffat et consorts - Plus de démocratie citoyenne dans la gestion des situations de crises où la Municipalité est défaillante.	DIS	Tschopp J. (Majorité), Lohri D. (Minorité)	07/01/2020

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 5.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
16.	(19_INT_282) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Werner Riesen et consorts - Désignation de Municipaux non élus à Vevey : Déficit démocratique et absence de bases légales ?	DIS.		07/01/2020
17.	(19_INT_362) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Taraneh Aminian - Cachez ce-tte municipal-e que je ne saurais voir !	DIS.		07/01/2020
18.	(19_INT_364) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Serge Melly - Le commandement de payer est-il le nouveau moyen de stimuler des vocations politiques ?	DIS.		07/01/2020
19.	(19_INT_417) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Luccarini au nom du groupe Ensemble à Gauche - POP - La confiance et l'autorité du Préfet du district de la Riviera Pays-d'Enhaut sont-elles compromises ?	DIS.		07/01/2020
20.	(154) Rapport du Procureur général sur l'activité du Ministère public pour l'année 2018 et déterminations du Conseil d'Etat	DIS.	Gander H.	07/01/2020
21.	(19_RES_034) Résolution Jean-Luc Bezençon et consorts - Les séances supplémentaires du Grand Conseil doivent-elles devenir une activité lucrative ? (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures)			07/01/2020
22.	(19_RES_035) Résolution José Durussel et consorts - Gestion des sangliers. (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures)			07/01/2020
23.	(19_INI_014) Initiative José Durussel et consorts - Renforcer les mesures du Concordat intercantonal pour lutter contre le hooliganisme	DIS	Simonin P.	07/01/2020
	16. 17. 18. 20. 21.	 (19_INT_282) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Werner Riesen et consorts - Désignation de Municipaux non élus à Vevey : Déficit démocratique et absence de bases légales ? (19_INT_362) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Taraneh Aminian - Cachez ce-tte municipal-e que je ne saurais voir ! (19_INT_364) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Serge Melly - Le commandement de payer est-il le nouveau moyen de stimuler des vocations politiques ? (19_INT_417) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Luccarini au nom du groupe Ensemble à Gauche - POP - La confiance et l'autorité du Préfet du district de la Riviera Pays-d'Enhaut sont-elles compromises ? (154) Rapport du Procureur général sur l'activité du Ministère public pour l'année 2018 et déterminations du Conseil d'Etat (19_RES_034) Résolution Jean-Luc Bezençon et consorts - Les séances supplémentaires du Grand Conseil doivent-elles devenir une activité lucrative ? (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures) (19_RES_035) Résolution José Durussel et consorts - Gestion des sangliers. (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures) (19_INI_014) Initiative José Durussel et consorts - Renforcer les mesures du Concordat intercantonal pour 	16. (19_INT_282) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Werner Riesen et consorts - Désignation de Municipaux non élus à Vevey : Déficit démocratique et absence de bases légales ? 17. (19_INT_362) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Taraneh Aminian - Cachez ce-tte municipal-e que je ne saurais voir ! 18. (19_INT_364) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Serge Melly - Le commandement de payer est-il le nouveau moyen de stimuler des vocations politiques ? 19. (19_INT_417) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Luccarini au nom du groupe Ensemble à Gauche - POP - La confiance et l'autorité du Préfet du district de la Riviera Pays-d'Enhaut sont-elles compromises ? 20. (154) Rapport du Procureur général sur l'activité du Ministère public pour l'année 2018 et déterminations du Conseil d'Etat 21. (19_RES_034) Résolution Jean-Luc Bezençon et consorts - Les séances supplémentaires du Grand Conseil doivent-elles devenir une activité lucrative ? (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures) 22. (19_RES_035) Résolution José Durussel et consorts - Gestion des sangliers. (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures) 23. (19_INI_014) Initiative José Durussel et consorts - Renforcer les mesures du Concordat intercantonal pour	maj. + min.

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 6.

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

OA+M = objet adopté avec modification RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RET = objet retiré RENV-SD = objet renvoyé suite débat
REF = objet refusé RENV-COM = objet renvoyé en commission
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

TRAITE = objet traité

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T		(19_INI_022) Initiative Patrick Simonin et consorts au nom de la commission 19_INI_014 - Pour une augmentation des peines lors d'insoumission à une décision de l'autorité. (Développement et demande de prise en considération immédiate)			07/01/2020
RENV-T		(19_RES_036) Résolution Patrick Simonin et consorts au nom de la commission 19_INI_014 - Pour que le Conseil d'Etat appuie tout renforcement du "Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives", visant à instituer des mesures plus efficaces afin de dissuader les comportements violents lors de manifestations sportives. (Développement et mise en discussion avec au moins 20 signatures)			07/01/2020

Le (La) président-e : Le (La) secrétaire :

Imprimé le Jeu 19 déc 2019 7.